

Service Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
BP10001
67050 STRASBOURG CEDEX

STRASBOURG le 05/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MEG

ZI DE OIRY
51530 OIRY

Références : FR000000000207494
Code AIOT : 0005701542

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement MEG implanté Chemin des Ormissets 51530 OIRY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEG
- Chemin des Ormissets 51530 OIRY
- Code AIOT : 0005701542
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émissions au titre des activités suivantes :

- combustion de combustibles dans des installations de combustion dont la puissance calorifique totale est supérieure à 20MW ;
- fabrication de produits céramiques par cuisson avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes par jour.

Dans ce cadre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2 et ses niveaux d'activité de l'année précédente. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions et d'un Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité approuvés par le préfet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du Plan Méthodologique de Surveillance des niveaux d'activité et de la surveillance exercée au règlement 2019/331 du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union Européenne concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émissions à titre gratuit (règlement FAR).
- Conformité du Plan de Surveillance des émissions exercée au règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	/	Sans objet
2	Lacunes dans les données	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 12	/	Sans objet
3	Modification plan méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 9 2019/331 DE LA COMMISSION	/	Sans objet
4	dérogations pour coûts excessifs	Règlement européen du 19/12/2018, Annexe VII point 4.2 2019/331 DE LA COMMISSION	/	Sans objet
6	Division en sous-installation	Règlement européen du 19/12/2018, Article 10 j) 2019/331 DE LA COMMISSION	/	Sans objet
7	Amélioration continue	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Référentiels	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I 2019/331 DE LA COMMISSION	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les procédures relatives à la surveillance des niveaux d'activité n'ont pas été transmises à l'inspection notamment celle relatives aux lacunes de données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quotas CO2 -Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlements européens 2018/2066 et 2019/331 du 19/12/2018,
Thème(s) : Risques chroniques,Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.
Constats : L'exploitant nous a transmis (mail du 16/11/2022) un exemplaire de la procédure relative à la surveillance des émissions et des niveaux d'activité. Cette dernière s'intitule « gestion de l'évolution de capacités ». Ce qui ne correspond pas avec l'intitulé des procédures mentionnées dans la version n°2 du PMS (Evaluation du SEQE / Gestion du flux de données du SEQE) et le PDS (Surveillance des compteurs et des balances). L'analyse de la procédure appelle notamment les remarques suivantes : - les sources des risques d'erreurs dans le flux de données sont absentes ; - les activités de contrôle sont incomplètes ; - les mesures correctives dans le cas où les activités de gestion des flux de données ou des activités de contrôle s'avèrent inefficaces sont inexistantes. L'inspection demande que la procédure de surveillance réponde aux exigences réglementaires précitées .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Quotas CO2 - Lacunes dans les données

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : art. 12 « lacunes dans les données » : 1.lorsqu'il n'est temporairement pas possible, pour des raisons techniques, d'appliquer le PMS approuvé par l'autorité compétente , l'exploitant applique une méthode basée sur d'autres sources de données énumérées dans le PMS pour effectuer les contrôles de corroboration.... Ou si le plan ne contient pas de tels éléments, une autre méthode fournissant le degré d'exactitude le plus élevé jusqu'à ce que les conditions permettant de l'application du PMS soient rétablis
Constats : L'exploitant ne nous a pas présenté de procédure relative aux lacunes de données. Par conséquent, l'inspection demande que cette procédure soit mise en place dans les meilleurs délais et transmise à l'inspection lors de la transmission de la nouvelle version du PMS.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Quotas CO2 - Modification plan méthodologique de surveillance

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1- L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.
Constats : La version n°2 du PMS approuvé par l'autorité compétente date du 31/10/2019. Lors de sa vérification, des remarques relatives aux procédures attendues au titre du règlement 2019/331 ont été mentionnées . Lors des campagnes 2021 et 2022 relatives aux déclarations des niveaux d'activités , les rapports de vérification précisent que les recommandations d'améliorations n'ont pas été pris en compte par l'exploitant . Par conséquent, l'inspection demande à l'exploitant de déposer une nouvelle version de son PMS à partir du 30/06/2023. Ce nouveau PMS devra en outre prendre en compte les non conformités relevées par le vérificateur en 2022 relatives : - aux apports de combustible de la chaufferie et de l'atomiseur ; - à la méthodologie permettant de déterminer les quantités nettes de chaleur mesurable ainsi que le bilan net produit. De plus, il devra prendre en compte la présence de nouveaux compteurs gaz non MID sur les séchoirs, fours de cuisson et à rétractation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Quotas CO2 -dérogations pour coûts excessifs

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, Annexe VII point 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.2. Coûts excessifs Lorsqu'un exploitant déclare que l'application d'une méthode de détermination donnée entraîne des coûts excessifs, l'autorité compétente analyse le caractère excessif des coûts en tenant compte de la justification fournie par l'exploitant.
Constats : Le PMS version n°2 approuvé par l'autorité compétente accorde 3 dérogations au titre des coûts excessifs afin de déroger aux niveaux les plus exacts . En l'occurrence, il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">- l'apport de combustible de la sous-installation produit poudre atomisée 4.4.c- la quantification des flux de chaleur mesurable 4.5.e- l'apport de combustible de la sous-installation avec référentiel combustible 4.4.c L'inspection demande à l'exploitant de nous transmettre des demandes de dérogations actualisées à partir du 30/06/2023 lors du dépôt d'une nouvelle version du PMS afin de vérifier si l'installation peut toujours en bénéficier . En effet, l'augmentation des niveaux d'activité suite à la mise en place en 2020 d'une nouvelle ligne de production pour la production de forte épaisseur et l'installation d'un four nouvelle génération a eu pour effet de fortement augmenter l'allocation de quotas gratuits.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Quotas CO2 -Référentiels

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1 Définition des référentiels de produits et des limites du système sans prise en compte de l'interchangeabilité combustibles/électricité</p> <p>Poudre atomisée destinée à la production de carreaux de revêtement mural et de sol pressés à sec. Exprimée en tonnes de poudre produite.</p> <p>Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés à la production de poudre atomisée</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant du référentiel poudre atomisée, le laboratoire interne (certification NF EN 11411) effectue des prélèvements afin de déterminer le taux d'humidité des matières premières de chaque lot de livraison. L'humidité moyenne annuelle permet de calculer le poids sec total des matières premières consommées à partir de la pesée des matières premières effectuée sous les trémies de dosage de la formule de la barbotine. Ce poids est ensuite pondéré de l'humidité de la masse de poudre atomisée produite.</p> <p>Les balances (de laboratoire pour la détermination de l'humidité matière premières, sous trémies pour détermination du poids des matières premières et atomiseur pour la détermination de l'humidité de la poudre atomisée) utilisées aux fins de la détermination des niveaux d'activité font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme agréé. Le production du site bénéficie par ailleurs d'un label QB UPEC du CSTB qui impose également ce type de contrôles.</p> <p>L'exploitant était en train de calibrer un dispositif de comptage de la barbotine introduite dans le nouvel atomiseur qui mesure le volume et la densité de la barbotine en le comparant à la méthode actuelle</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article Article 10 point 5.j)
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Lorsqu'il procède à la répartition conformément aux paragraphes 1 et 2, l'exploitant veille à ce que :</p> <p>j) afin d'éviter tout double comptage, les produits d'un procédé de production réintroduits dans le même procédé de production soient déduits des niveaux d'activité annuels selon qu'il convient, conformément aux définitions des produits figurant à l'annexe I;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stock de poudre atomisée se matérialise dans 25 silos avec une capacité d'environ 30 tonnes.</p> <p>Actuellement, l'exploitant pratique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un recyclage de la casse de carreaux crus (casse "crue") et de poussières au niveau du délayeur. Ce recyclage ne fait pas l'objet d'un double comptage car la donnée utilisée pour obtenir la quantité de poudre atomisée produite est le poids des matières premières mesuré en amont de la ré-introduction de la casse crue. En revanche, lorsque qu'un comptage de la barbotine sera mis en place, il conviendra de soustraire cette ré-introduction de casse crue. - un recyclage des résidus de meulage des carreaux cuits, au niveau des matières premières, ce qui aboutit à un double comptage. <p>L'exploitant a le projet, à partir de 2023, de ré-introduire de la casse "cuite" dans le process au niveau du broyeur ce qui aboutira à un double comptage lorsque le comptage de la barbotine sera utilisé pour déterminer la quantité de poudre atomisée produite.</p> <p>L'exploitant a précisé que la production de carreaux utilisée pour le calcul de l'efficacité énergétique dans les déclarations annuelles des niveaux d'activité correspond aux carreaux emballés (la casse "cuite" en stock n'est pas déduite).</p> <p>Il conviendra d'ajouter ces flux de matières au diagramme des flux (schéma de procédés). Dans le cas de casse de matières crues (recyclage dans le délayeur) ou cuites (recyclage dans le broyeur) et de rectification de carreaux (BM combustible ou émission de procédé) dans le process, ceux ci sont réinjectés dans le process au niveau du BM produit poudre atomisée. Ces éléments ne sont soustraits la déclaration des niveaux d'activité (mais uniquement dans la production de carreaux).</p> <p>Par conséquent, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure de façon à éviter tout double comptage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Quotas CO2 – Amélioration continue

Référence réglementaire : Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants et les exploitants d'aéronefs tiennent compte des recommandations figurant dans les rapports de vérification délivrés conformément à l'article 15 de la directive 2003/87/CE pour leurs exercices ultérieurs de surveillance et de déclaration
Constats : L'exploitant devra transmettre un nouveau plan de surveillance à compter du 31/03/2023 en prenant compte les remarques et les recommandations d'amélioration du rapport de vérification du 21/01/2022 faisant état de nouveaux systèmes de mesure permettant de quantifier les flux d'argile ainsi que les éventuelles remarques effectuées lors de la vérification de la déclaration des émissions de l'année 2022. Il est apparu lors de la visite que l'ensemble de la poudre atomisée produite chaque année n'est pas entièrement utilisée lors de la même année pour produire des carreaux. Pourtant, l'exploitant utilise le tonnage annuel de poudre atomisée produite pour calculer les émissions de procédé (décarbonatation de l'argile au niveau des fours de cuisson). Il devra soustraire de ce tonnage la quantité de poudre atomisée restant en stock en fin d'année.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet